

16 Avril 2005

Constitution européenne et Turquie : vers une géopolitique des civilisations

Frédéric Malaval

L'alinéa 2 de l'Article I-1 du projet de Constitution européenne énonce: "L'Union est ouverte à tous les Etats européens qui respectent ses valeurs et qui s'engagent à les promouvoir en commun ». Mais alors que les valeurs fondatrices sont exposées à l'Article I-2, nulle part n'est défini ce qu'est un Etat européen. Il est vrai que des conceptions inconciliables s'opposent sur ce point.

Que ce soit la Constitution européenne ou l'adhésion de la Turquie, une des clés pour se prononcer est le modèle géopolitique auquel chacun d'entre nous se réfère. Equilibre des puissances européennes ou choc des civilisations, les modifications brutales qu'a connues notre monde depuis 1991 avec la fin de l'URSS obligent à envisager toutes les questions politiques selon ces deux modèles.

La première partie de ce texte exposera les circonstances de la création du modèle de l'équilibre des puissances. La deuxième mentionnera quelques évolutions fondamentales de la dernière décennie. La troisième explorera une hypothèse politique désormais bien médiatisée : le choc des civilisations.

Une géopolitique fondée sur l'équilibre des nations européennes

Le modèle géopolitique d'équilibre des puissances européennes a été élaboré dans un contexte d'ultra domination de la civilisation européenne dans le monde. Dès le 18ème siècle, les puissances européennes s'affrontent, non plus sur les seuls champs de bataille européens, mais partout sur une planète soumise à leurs conquêtes.

Excepté le Japon de l'ère Meiji qui, conscient de son infériorité, s'engagea dans des réformes pendant la seconde moitié du 19ème siècle pour résister aux pressions des nations blanches, le monde entier eut à subir la modernité européenne.

Les historiens considèrent que le modèle politique fondé sur l'équilibre des puissances européennes a comme origine le traité de Westphalie de 1648 qui met fin à une guerre de Trente ans opposant une France catholique soutenant les protestants allemands contre la Maison d'Autriche, catholique elle aussi. En faisant ce choix, Richelieu consacrait la Raison d'Etat comme moteur de la diplomatie. Cette recherche d'alliances favorisant l'équilibre des forces a ses origines dans la nuit des temps. Depuis toujours, les princes se sont méfiés de leurs voisins au motif que l'on fait toujours la guerre à ses frontières. La politique de l'Angleterre sur ce point est exemplaire. Elle a toujours soutenu ou animé les luttes menées contre les puissances majeures du continent européen. L'Espagne, la France, l'Allemagne, la Russie, etc. furent alternativement désignées comme ennemies car en position de dominer l'Europe continentale et donc de menacer l'Angleterre. Une attention particulière fut toutefois réservée à la France, car c'est là que se situe la menace la plus proche. Les derniers conquérants des îles britanniques furent les Franco-normands conduits par Guillaume le Conquérant en 1066.

Ne bénéficiant pas de profondeur stratégique leur permettant de compter sur le temps et sur l'espace pour vaincre, les nations d'Europe occidentale ont toujours recherché la supériorité tactique en cas de guerre et des alliances à la périphérie des puissances désignées hostiles. Toute la géopolitique des nations européennes s'organise depuis plus de cinq siècles selon ce schéma.

L'instrumentalisation de la Turquie

L'ignorer ne peut permettre de comprendre les attitudes des puissances de l'Ouest à l'égard de la Turquie. A plusieurs reprises des nations européennes ont soutenu cette dernière contre les ambitions d'autres nations européennes. De François 1er passant alliance avec Soliman le Magnifique contre Charles Quint, à Louis XIV hésitant à aider les Habsbourg à repousser les Turcs qui assiégèrent Vienne en 1683; de la France et de l'Angleterre s'engageant en 1853 dans une guerre en Crimée aux côtés des Turcs pour limiter l'expansion russe vers la Méditerranée jusqu'à Hitler lançant une offensive vers le Caucase au printemps 1942 avec l'espoir d'un engagement de la Turquie contre l'URSS comme en 1914, celle-ci a toujours servi de contrepoids à la puissance majeure du continent européen et donc, sous cet angle, elle a sa place dans un modèle géopolitique fondé sur l'équilibre des puissances européennes.

Prolongeant cette politique à l'issue de la Seconde guerre mondiale, les Etats-Unis ont favorisé l'intégration turque dans l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et dans l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) contre l'URSS. Pourtant, avec l'entrée de la 'fille aînée de l'Europe' sur la scène diplomatique internationale, le jeu des grandes puissances va être sensiblement modifié. En effet, les Etats-Unis portent un modèle politique qui exclut la guerre comme valeur civilisationnelle pour ne lui accorder qu'une valeur utilitaire. De plus, cet Etat n'est pas menacé à ses frontières. Héritier des Pilgrim Fathers du Mayflower qui fuirent la guerre de Trente ans en 1620 pour construire le paradis terrestre en Amérique, sa position en 1945 lui a permis d'imposer à un continent où dominaient les valeurs guerrières son modèle de civilisation fondé sur le commerce. Le plan Marshall de 1947 et la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) créée en 1951 en sont des applications exemplaires.

L'Amérique réorganise l'Europe

L'adresse politique des Etats-Unis pendant la Seconde guerre mondiale leur permit d'acquérir le statut politique que leur puissance économique leur conférerait. En allouant leurs ressources avec parcimonie à la France et au Royaume-Uni en lutte contre l'Allemagne et l'Italie; aidant ensuite la Russie à soutenir l'offensive allemande pour la limiter après que l'issue de la guerre fut connue; allant même jusqu'à intervenir militairement en juin 1944 au cœur de l'Europe pour empêcher les Russes, comme en 1814, d'arriver à Paris, les Etats-Unis éliminèrent du jeu international toutes les puissances européennes sauf une Russie soviétique épuisée qui, subissant une guerre économique et diplomatique pendant près de cinquante années, implosa en 1991. Aujourd'hui, aucun contrepoids à la puissance américaine ne peut limiter son action. Tant ses contempteurs que ses prosélytes parlent d'hyperpuissance car aucune force antagoniste ne lui est opposable. En agissant ainsi, les Américains ont relayé la diplomatie de l'Angleterre cherchant à équilibrer les puissances de l'Europe. A la différence qu'ils l'associent à une politique d'interdépendance économique comme facteur de paix. La mondialisation actuelle est sans doute une manifestation ultime de cette volonté.

Dans un de ses ouvrages majeurs, Francis Fukuyama a vu dans l'effondrement de l'Union soviétique comme système politique antagoniste au capitalisme, l'événement marquant la fin de l'Histoire dans la mesure où rien ne serait désormais en mesure de s'opposer à un modèle libéral à vocation universelle. Les Etats-Unis en sont la référence absolue et le garant.

Les mutations actuelles

Pourtant, bien des choses ont changé depuis 1991. La première est que les nations européennes n'influent plus sur le destin du monde.

La seconde est l'entrée en scène des puissances asiatiques dans le concert international. Les chiffres sur l'émergence économique de l'Asie sont connus. Le Japon est la seconde puissance économique du monde. Dans quelques années, la Chine aura dépassé toutes les nations européennes. Les autres ne sont pas en reste : Corée, Philippines, etc. Il est prévisible que ces pays agiront un jour pour obtenir la stature politique que leurs économies leur confèrent, comme les Etats-Unis le firent au milieu du vingtième siècle.

Troisièmement, au centre de l'Asie, au Moyen-Orient et en Afrique, l'expansion de l'Islam conjuguée à une croissance démographique hors-norme donnent aux intérêts qui instrumentaliseront cet ensemble une force à laquelle il ne manque que la volonté pour se transformer en menace.

Enfin, l'évolution démographique des anciennes colonies de peuplement de l'Europe, dont les Etats-Unis, fait que l'héritage européen s'y dissout irréversiblement. Dans ce dernier, africains, asiatiques, latinos sont de plus en plus nombreux. Dans quelques années, la population d'origine européenne sera inférieure à l'ensemble de celles issues d'autres espaces. L'hyperpuissance américaine risque donc de sortir à terme du jeu des nations occidentales pour favoriser ses intérêts émancipés de leurs racines européennes. Le fait que sa politique étrangère ait été, à deux reprises, dirigée par des personnalités d'origine africaine est un signe fort de rupture avec une attitude européocentrée.

Toutes ces évolutions ont amené un auteur comme S. Huntington à envisager un choc des civilisations. Dans le prolongement de son livre, une thèse s'impose : à la domination mondiale des puissances européennes a succédé une lutte de civilisations. La tentative de la civilisation américaine de prescrire partout un modèle libéral mondialiste est sans doute un des derniers avatars d'une philosophie politique conçue en Europe. Tous ces changements majeurs contribuent à l'édification d'un nouveau paysage géopolitique. La fin de l'histoire ne concernerait finalement que les peuples européens.

La Russie confrontée au choc des civilisations

La situation russe, notamment au regard de la question turque, permet de préciser les enjeux civilisationnels et de confronter le modèle fondé sur l'équilibre des puissances à un modèle en devenir, conçu dans l'hypothèse d'un 'choc des civilisations'.

Russie européenne ou Russie eurasiatique, le débat n'est toujours pas tranché. L'aigle russe regarde dans deux directions : l'Occident et l'Orient. Puissance pleinement européenne depuis le Congrès de Vienne de 1815 après que Pierre le Grand en eut transféré la capitale à Saint-Petersbourg, au lendemain de la Révolution de 1917 le régime soviétique marque sa volonté de rompre avec le tropisme européen en refaisant de Moscou la capitale de l'empire. Aussi,

alors que l'Ukraine serait éligible à l'Europe, ni les dirigeants de l'Union européenne, ni les autorités russes n'envisagent l'établissement de relations plus fortes.

Le contentieux est lourd entre l'Europe catholique et l'Europe orthodoxe. Après que les croisés eurent dévasté Constantinople en 1204, aucune croisade ne vint soutenir les Russes contre la poussée turco-mongole du 13ème siècle qui débute par la destruction de Kiev par Batü Khan en 1240 et dont ils subirent le joug jusqu'au milieu du 16ème siècle. La prise de Kazan en 1552 par Ivan IV dit le Terrible marque la fin de cette domination. Aujourd'hui, la vision européenne de la Russie est encore alimentée de relents de Guerre Froide et de l'idée d'un particularisme irréductible la rendant insoluble dans l'Europe. Beaucoup de Russes pensent la même chose. Ces derniers ne conçoivent d'ailleurs pas l'Europe comme une menace. Les invasions polonaise, suédoise, française ou allemande ont toujours été repoussées. Ils s'inquiètent en revanche de la résurgence d'une puissance turco-mongole dont les événements en Tchétchénie seraient les prémices, concomitante à un retour des Russes dans la partie occidentale de leur pays ouvrant ainsi la Sibérie à toutes les convoitises, notamment chinoises.

Aujourd'hui, la Turquie en tant qu'espace de civilisation n'est pas seulement l'Etat turc de 70 millions d'habitants, mais un ensemble cohérent bientôt d'environ 200 millions de personnes ayant la souveraineté dans six états couvrant près de 5 millions de km², soit près de huit fois la surface de la France, ou de l'Europe continentale à l'ouest de l'ancienne Russie (Ukraine, Biélorussie, Lituanie). Plus loin, ce sont plus d'un milliard de Chinois qui se regroupent derrière une frontière qu'une Russie de 145 millions d'habitants, pour seulement 110 à 120 millions de Russes, ne pourra sauvegarder longtemps. Les questions soulevées par ces mutations sont innombrables. L'Europe, dont les ressources naturelles sont rares, doit-elle abandonner ses 'prés carrés' africains ou moyen-orientaux pour s'allier à une Russie gorgée de matières premières qui ne peut résister seule aux pressions turco-mongoles et asiatiques, alors que 800 millions d'Européens unis pourraient le faire ? Cela amènerait aussi ces derniers à rompre avec une politique d'immigration allogène motivée par la nécessité de conserver de bonnes relations avec les peuples où se trouvent ces ressources. Mais dans l'hypothèse d'un choc des civilisations, la présence en Europe de plusieurs millions de non-Européens n'est-elle pas un facteur de déstabilisation potentiel important ?

Quel paradigme géopolitique pour quelle politique ?

La réponse à ces questions dépend du paradigme géopolitique de référence. Dans une vision d'une Europe belliqueuse cherchant à inhiber les vellétés de la nation la plus forte, alors une Constitution libérale rendant les Etats interdépendants économiquement, associée à une Turquie plantée dans l'espace russe, est un choix cohérent. Mais si la vision d'un choc des civilisations l'emporte, alors c'est une autre Constitution qu'il est nécessaire de construire dans l'optique d'un espace européen reposant sur une civilisation allant de Gibraltar à Vladivostok. Le non à la Constitution serait un signal fort pour soutenir cette vision.

Depuis 1991 et l'effondrement de la Russie soviétique comme puissance majeure, la mutation géopolitique a été brutale. Elle n'est sans doute pas intégrée aux visions des élites politiques dont l'ouverture au monde s'est faite dans un autre contexte que celui d'aujourd'hui. Ainsi, les deux finalistes de la dernière élection présidentielle en France sont des hommes structurés par la menace d'une Allemagne dont la vigueur était très supérieure à celle de la France. La défaite sans appel de juin 1940 vint sanctionner ce constat que Saint-Exupéry résuma en une confrontation entre 80 millions d'industriels et 40 millions d'agriculteurs.

Depuis, toute la politique de la République française prolonge une tradition diplomatique ancestrale : contenir l'Allemagne; hier en entretenant la division des princes allemands, aujourd'hui, en l'enserrant dans l'Union européenne. Faire appel aux ressources humaines de l'Afrique pour s'opposer aux hordes teutoniques est une dimension de cette politique et justifie soit l'immigration, soit le recours à la « communauté francophone », soit encore – et généralement – les deux à la fois. Mais l'Allemagne a changé. Son atonie démographique et ses rigidités économiques la rendent fragile.

En conclusion, l'adage selon lequel 'on fait toujours la guerre à ses voisins' est plus que jamais valable, mais l'enjeu géopolitique contemporain est de savoir où se situent actuellement les frontières : à l'échelle des nations de l'Europe ou à l'échelle de cette dernière et plus généralement des espaces civilisationnels ? Répondre à cette question, c'est répondre à la question de la Constitution européenne et de la présence de la Turquie dans l'Union.

Frédéric Malaval
30/03/2005